

Russie/A moins de deux mois de la présidentielle

Ils manifestent par milliers contre Poutine

AFP

Moscou/Russie

Dans le même temps, l'opposant Alexeï Navalny, non qualifié pour le scrutin, a été arrêté.

L'OPPOSANT numéro un au Kremlin Alexeï Navalny a été arrêté hier à Moscou par la police, alors que des milliers de personnes en Russie manifestaient à son appel pour dénoncer la "supercherie" de l'élection présidentielle du 18 mars. Quelques minutes à peine après avoir rejoint ses partisans sur la rue Tverskaïa, dans le centre de la capitale russe, Alexeï Navalny a été interpellé par une dizaine de policiers et emmené de force dans un fourgon, selon des images diffusées par ses partisans. "On vient de m'arrêter. Cela n'a aucune importance. Venez sur Tverskaïa. Vous n'êtes pas venus ici pour moi, mais pour vous et votre avenir", a-t-il écrit sur Twitter. "L'arrestation d'une seule personne n'a pas d'importance si nous sommes nombreux", a-t-il ajouté. L'opposant a été inculpé pour "violation des procédures concernant l'organi-

sation d'une manifestation", a indiqué la police moscovite dans un communiqué.

A Moscou, près de 4,000 personnes, selon les estimations de l'AFP (environ 1 000 selon un communiqué de la police), se sont rassemblées dans le centre-ville, entouré d'un dispositif policier impressionnant.

La manifestation s'est achevée vers 15H00 GMT (16H00 au Gabon), a annoncé l'équipe d'Alexeï Navalny sur Twitter et YouTube. "Vous avez le droit moral de rentrer chez vous avec le sentiment du devoir accompli", a-t-elle déclaré.

Une petite centaine de manifestants continuaient malgré tout à Moscou à crier des slogans contre le Kremlin et la corruption devant le siège du gouvernement.

"Je suis ici pour montrer que ce n'est pas juste de ne pas laisser Navalny prendre part à l'élection", a déclaré Alexandra Fedorova, 27 ans.

A Saint-Pétersbourg, dans le nord-ouest, quelque 1 500 manifestants ont scandé "La Russie sans Poutine" ou encore "Un, deux, trois, Poutine, tu t'en vas",

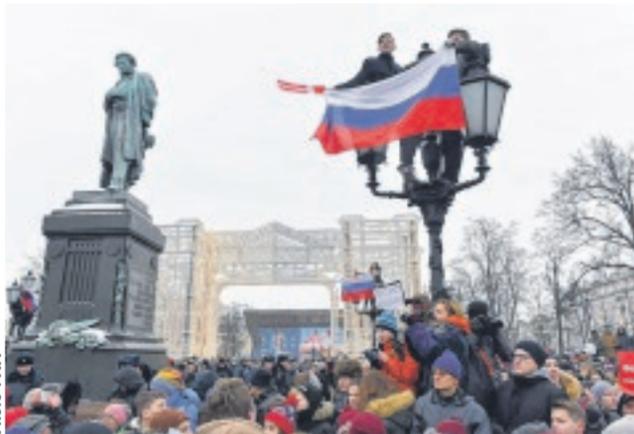


Photo : AFP

Les partisans de l'opposant Alexeï Navalny - qui a été arrêté - ont voulu protester hier contre l'élection à venir qu'ils estiment de dupes.

encerclés eux aussi par d'importants effectifs policiers, avant de se disperser.

"Je veux du changement. Nous sommes fatigués de vivre dans ce marécage et c'est pour cela que je suis là", a expliqué Andreï Petrov, 20 ans, qui a participé à la manifestation dans l'ancienne cité impériale. Des milliers de manifestants se sont réunis dans près de 120 villes de province, dont Nijni-Novgorod, Tchekboksari (Russie centrale), Tomsk (Sibérie) ou encore à Iakoutsk, en Extrême orient russe, malgré une température de -45°C. Selon l'ONG russe OVD-

Info, au moins 180 militants ont été arrêtés dans tout le pays au cours de ces manifestations.

La police a fait irruption hier matin à Moscou dans les locaux de campagne de l'opposant et dans ceux de son organisation "Fonds de lutte contre la corruption" (FBK), ainsi que dans certains de ses bureaux en région. Plusieurs personnes ont été arrêtées, a annoncé l'équipe de Navalny sur Twitter.

"DUPERIE" • A deux mois de la présidentielle du 18 mars, Alexeï Navalny a appelé les Russes à se réunir sous le slogan "Ce ne sont pas des élections mais une duperie", pour dénoncer un

scrutin selon lui joué d'avance.

Manifester contre le Kremlin, "c'est notre arme politique", a déclaré dans une vidéo hier le charismatique blogueur anti-corruption. "Tant que nous ne réussissons pas à faire pression de manière efficace sur le pouvoir, nous n'obtiendrons rien."

La mairie de Moscou, qui n'avait pas autorisé la manifestation d'hier, a prévenu qu'elle exigerait "des mesures judiciaires" contre l'opposant.

Alexeï Navalny, 41 ans, a été détenu à trois reprises en 2017 pour avoir organisé des manifestations non autorisées réunissant parfois des dizaines de milliers de participants à travers la Russie, avec à la clef plusieurs centaines d'arrestations.

Déclaré inéligible en raison d'une condamnation pénale qu'il estime avoir été orchestrée par le Kremlin, Alexeï Navalny ne peut pas participer au scrutin du 18 mars.

Faute de pouvoir se présenter, Alexeï Navalny compte peser sur le taux de participation en appelant à boycotter cette élection qu'il estime jouée d'avance.

Afganistan/Au lendemain d'un nouvel attentat sanglant

Kaboul, en deuil et groggy, reste en alerte maximale

AFP

Kaboul/Afghanistan

Plus de 100 personnes ont péri à la suite de cet acte revendiqué par les talibans, le troisième d'ampleur en huit jours.

LE niveau d'alerte restait au plus haut hier dans Kaboul, sonnée et en deuil au lendemain de l'attentat qui a fait plus de 100 morts et 235 blessés et conduit certaines organisations à préparer le départ du personnel international.

"De nombreux blessés sont décédés depuis leur transfert à l'hôpital, le nombre de martyrs atteint désormais 103 morts et 235 blessés", dont une majorité de civils, a déclaré le ministre de l'Intérieur Wais Barmak lors d'une conférence de presse.

M. Barmak n'a pas cité leur nombre mais de nombreux policiers sont également décédés, dont "cinq morts à

un seul barrage" et une trentaine ont été blessés.

La rue où s'est produite l'explosion de l'ambulance piégée est l'une des plus gardées de Kaboul : de nombreuses institutions et représentations étrangères y siègent, des bureaux du ministère de l'Intérieur et du chef de la Police de Kaboul.

Dans un rare exercice de transparence, le ministre - avec le patron des renseignements afghans, le NDS, Mohammad Masoom Stanekzai, à ses côtés - a dévoilé quelques détails sur l'attentat.

Selon lui, "des images aériennes" montrent deux ambulances se présentant l'une derrière l'autre au premier barrage. "La première a été vérifiée par la police : on voit le policier parler au conducteur avant de le laisser passer avec la deuxième ambulance, dont il a pensé qu'elle accompagnait la première".

"PAS DE MANQUEMENT" • "Les deux sont al-



Photo : AFP

Après l'hôtel Intercontinental et l'ONG Save The Children, l'Afghanistan a été ce week-end la cible d'un nouvel attentat particulièrement sanglant.

lées se garer sur le parking de l'hôpital avant d'en ressortir 20 minutes plus tard" : c'est au deuxième barrage que l'explosion s'est produite, a-t-il raconté.

A ce stade, quatre personnes ont été arrêtées, avait-il indiqué samedi. L'hôpital se trouve entre les deux checkpoints, le second gardant l'accès à la délégation de l'Union européenne et aux ambassades d'Inde et de Suède notamment.

M. Stanekzai a défendu ses

services, vivement mis en cause sur les réseaux sociaux qui dénonçaient l'inaction des autorités.

"Les renseignements ne sont pas toujours fiables à 100% mais ça ne signifie pas qu'il y a eu manquement. Nous avons déjoué beaucoup d'attaques, certaines sont difficiles à prévoir", a-t-il plaidé.

"J'espère que les Afghans comprennent qu'il s'agit ici d'une guerre régionale et internationale contre le terrorisme", a-t-il ajouté, pré-

cisant que "vingt groupes terroristes opèrent" en territoire afghan.

La présidence a décrété hier une "journée de deuil national" et annoncé une journée chômée à Kaboul, ce lundi, "pour s'occuper des blessés".

Mais la ville, groggy, est restée anormalement calme pour un jour de semaine, avec un trafic réduit mais une présence policière, tendue, renforcée aux barrages.

L'attentat, revendiqué par les talibans, l'un des pires à frapper Kaboul ces dernières années, est le troisième d'ampleur en huit jours en Afghanistan après l'attaque de l'hôtel Intercontinental le 20 janvier et celle de l'ONG Save The Children à Jalalabad (est), mercredi.

Le niveau d'alerte en vigueur depuis une dizaine de jours reste maximal, selon une source de sécurité occidentale qui redoute de nouvelles attaques.

L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Crise. Arrivée d'une première livraison d'armes russes à Bangui**

Une première cargaison d'armes russes, destinées à l'équipement des forces armées centrafricaines, est arrivée dans la nuit de vendredi à samedi à Bangui, a-t-on appris de sources onusiennes concordantes.

• **Mali/Troubles. Quatre soldats tués dans le nord-est**

Quatre soldats maliens ont été tués hier lors d'une attaque contre leur base par un kamikaze dans le nord-est du Mali, près de la frontière nigérienne, au lendemain d'une attaque qui avait fait 14 tués parmi les soldats, a annoncé l'armée.

• **Niger/Social. Nouvelles manifestations contre la loi de finances**

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté hier à Niamey et dans d'autres villes du Niger contre la loi de finances 2018 qu'elles jugent "antisociale".

A travers le monde

• **Etats-Unis/Diplomatie. Washington "respecte profondément" les Africains**

Donald Trump a assuré dans un courrier aux dirigeants africains que les Etats-Unis "respectent profondément" les Africains, a-t-on appris hier de sources diplomatiques, deux semaines après un concert d'indignations provoqué par des propos insultants pour l'Afrique attribués au président américain.

• **Syrie/Conflit. Les bombardements turcs reprennent de plus belle**

La Turquie a repris de plus belle hier ses bombardements pour tenter de briser les lignes d'une milice kurde syrienne alliée des Etats-Unis, sommés par Ankara de se retirer d'une ville du nord de la Syrie.

• **Yémen/Conflit. Des séparatistes s'emparent du siège du gouvernement à Aden**



Photo : AFP

Des forces séparatistes se sont emparées hier du siège transitoire du gouvernement yéménite à Aden (sud), la deuxième ville du pays, après des affrontements meurtriers (15 morts) avec l'armée loyaliste qui compliquent encore davantage la recherche d'une solution.

Arabie Saoudite/Humanitaire

Deux milliards de dollars pour le Yémen

LE roi Salman Ben Abdoulaziz Al Saoud d'Arabie vient d'ordonner le dépôt de deux milliards de dollars américains sur le compte

de la Banque centrale du Yémen, dans le prolongement du soutien du Royaume au "peuple frère yéménite". Et ce, dans le

cadre du renforcement de la situation financière et économique de la République du Yémen, notamment le taux de change du

riyal yéménite, qui reflétera positivement les conditions de vie des citoyens yéménites fortement impactés par des

actes de violences menées par les miliciens houthis ruinant les capacités de l'Etat yéménite.